

[Migration forcée vers Windows 10 : une fausse alerte \(enfin presque\)](#)

En fin de semaine dernière, un [article](#) de *The Register* tendait à montrer que Microsoft avait franchi une nouvelle étape dans sa volonté d'imposer Windows 10 aux utilisateurs. Une capture d'écran indiquait une modification de l'assistant de mise à jour depuis Windows 7 et 8.1, assistant qui se contentait de proposer un upgrade immédiat ou différé. Autrement dit, l'utilisateur ne se voyait plus proposer de refuser cette opération ou simplement de ne rien répondre aux suggestions insistantes de l'éditeur.

Comme nous l'expliquions alors, l'assistant dont nos confrères dévoilaient une capture d'écran [franchissait une étape supplémentaire](#) par rapport à une mouture précédente. Dans cette dernière, une option permettant de refuser la montée de version était certes présente, mais Microsoft avait réservé une autre surprise aux utilisateurs. L'activation de la croix rouge permettant de fermer l'assistant y était interprétée comme une autorisation de mise à jour de Windows, contrairement à la règle prévalant pour les autres boîtes de dialogue de l'OS ! Et contrairement à toutes les versions précédentes de l'application d'installation de Windows 10 ('Obtenir Windows 10').

Après avoir accepté le passage à Windows 10

Bref, à en croire *The Register*, après ce premier franchissement de la ligne jaune, Redmond était allé encore plus loin. En faisant certes disparaître la croix rouge litigieuse, mais aussi toute possibilité d'annuler le passage à Windows 10.

Sauf que, comme l'a expliqué Microsoft, la capture d'écran produite par *The Register* n'apparaît qu'en cas d'ouverture de Windows Update. Et simplement après avoir consenti à la mise à jour vers Windows 10 et accepté les conditions d'utilisation de l'OS. Logique donc, qu'à ce stade, les seules options proposées par la boîte de dialogue soient une installation immédiate ou différée.

[\[Lire notre dossier : les meilleurs navigateurs web pour Windows 10\]](#)

Si l'accusation contre le premier éditeur mondial sur ce point n'est donc pas fondée, le procès qui lui est fait en raison de ses pratiques visant à forcer la mise à jour vers Windows 10, lui, l'est bien davantage. Ces derniers mois, Microsoft a multiplié les tours de passe-passe pour amener les utilisateurs à passer sur son OS le plus récent, jouant avec les options de Windows Update. Au point de pousser certains utilisateurs des versions précédentes à désactiver le système de mise à jour pour éviter de tomber dans les pièges tendus par Redmond. Quitte à zapper les patches de sécurité. C'est en particulier le cas depuis que l'éditeur a [fait de Windows 10 une « mise à jour recommandée »](#), installée par défaut depuis Windows Update sauf si l'utilisateur s'y oppose explicitement.

A lire aussi :

[Migration vers Windows 10 : Microsoft lève le pied, mais ne cède pas à la pression](#)

[Dossier : Windows 10, un OS aux multiples facettes](#)